

POURQUOI, SOMMES-NOUS LA CE MATIN ?

Nous, usagers constatons chaque jour une lente dégradation de l'accès aux soins sur notre territoire.

Aujourd'hui, nous confirmons l'intérêt croissant que la population a pour sa maternité. Le nombre d'accouchements est en augmentation de 18.5 % par rapport à 2018 **MAIS nous dénonçons les rumeurs trouvées sur les réseaux sociaux : l'hôpital n'est pas fermé, sa maternité non plus !**

Comment être à l'écoute ? manque de lits, manque d'équipes stables, manque de soignants en nombre suffisant pour pouvoir assurer les remplacements sans épuiser le personnel rappelé sur ses congés.

*Pourquoi depuis des mois **pompiers et service d'urgence de Sarlat** sont-ils en grève ?

Nous voulons tout d'abord apporter tout notre soutien à l'équipe locale qui a rejoint le mouvement national de grève. La situation est préoccupante depuis le départ de 2 urgentistes dont le chef de pôle parti à la retraite. L'activité de ce service n'est plus à démontrer tant sur sa nécessité que sur sa qualité. Nous attendons de la direction de tout mettre en œuvre pour recruter des médecins urgentistes temps plein. C'est encore pour nous l'occasion de dénoncer la politique du groupement hospitalier de territoire qui privilégie le recrutement des personnels médicaux pour l'ensemble de GHT et les affecte ou non sur les postes vacants des établissements collatéraux et ce, en dépit des postes spécifiquement dédiés au centre hospitalier J Leclaire ainsi que le précise la liste des offres de soins en cours apparaissant sur le site de l'hôpital J Leclaire.

A ce jour, que constatons-nous par rapport à la **chirurgie ambulatoire** ?

La chirurgie ambulatoire : début 2014, l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine annonçait la fermeture progressive de la chirurgie viscérale et orthopédique et son remplacement par un développement conséquent de la chirurgie ambulatoire.

-les consultations externes se multiplient, elles sont pratiquées par des médecins de Sarlat et de Périgueux. Mais, les actes chirurgicaux qui en découlent sont le plus souvent pratiqués à Périgueux.

Quelques exemples probants : pourquoi plus de test d'effort à Sarlat ? pourquoi plus de sclérose des varices à Sarlat ?...

***La psychiatrie** à Sarlat est particulièrement visée. Nous avons eu connaissance du projet médical partagé de juin 2019. Projet élaboré par le groupement hospitalier de territoire de Périgueux dont Sarlat fait partie.

*Ce projet prévoit la fermeture de 12 lits de soins sans consentement ; de fait c'est la fin de l'accueil des patients sous contrainte à Sarlat, qui devront être transférés dans des conditions encore bien floues, sur le Centre hospitalier de Périgueux ou Bergerac.

*Cette fermeture de service aura pour conséquence d'éloigner les patients de leur lieu de vie, de leur famille alors que l'on sait combien la relation de confiance avec les soignants de proximité est une condition indispensable à l'équilibre et à l'acceptation de la maladie par les patients et leurs proches.

Nous nous félicitons d'apprendre que cette analyse est partagée par d'autres dont le président du conseil de surveillance, M de Peretti, qui a voté contre le projet lors du dernier conseil de surveillance et le Dr Galet, chef de pôle de la psychiatrie, qui a fait part de sa vive opposition à ce projet dans un courrier adressé à la direction et à l'Agence Régionale de Santé.

Nous savons qu'à la suite de ce vote, un moratoire d'un an a été accordé ...Il nous faut donc maintenant le rendre pérenne et obtenir la concrétisation de projets de longue date comme les appartements thérapeutiques, le renforcement des suivis externes et un service de psychiatrie temps plein capable d'accueillir tous les patients y compris ceux sous contrainte.

Mais cette réalité n'est pas le fruit du hasard...

Nous savons tous que l'hôpital public est en souffrance, ce matin la maternité de Thann ferme ses portes, faute de praticiens, disent-ils...

Le mouvement national de grève des urgences en est un révélateur. Le malaise des personnels s'exprime dans de nombreux mouvements revendicatifs dénonçant des conditions d'accueil dégradées faute de moyens budgétaires.

Rappelons que l'objectif national des dépenses hospitalières de santé (ONDAM) prévu pour 2020 ne sera que de 2,1%, il était de 2,3 en 2019.

Même la Cour des comptes estime à 4,4% la croissance des dépenses hospitalières soit 2.3% de plus que l'enveloppe votée.

Cela laisse donc présager la poursuite des fermetures de lits et de services, la non prise en compte des revendications légitimes des personnels en grève.

C'est pour cela que nous serons dans l'action le jeudi 14 novembre à Sarlat aux côtés de la quasi-totalité des organisations syndicales, des collectifs inter-urgences, inter-hôpitaux, du printemps de la psychiatrie...

ENSEMBLE, DEFENDONS NOTRE SERVICE DE SANTE PUBLIC

*VENTE D'UN HÔPITAL PUBLIC AU PRIVE en MAINE ET LOIRE à la demande du Conseil départemental et de l'Agence régionale de santé.